

## 47<sup>e</sup> congrès CFDT, Tours le 7 juin 2010 **Allocution d'ouverture de François Chérèque**

Bonjour à toutes et à tous,  
Merci Philippe pour ton accueil chaleureux,  
Merci à tous les militants de la région Centre qui depuis déjà plusieurs semaines sont mobilisés pour nous permettre de travailler, d'échanger et de débattre dans la convivialité.

Bienvenue à vous toutes et à vous tous les 1 520 délégués du 47<sup>e</sup> congrès de la CFDT, vous représentez tous nos syndicats de salariés du public et du privé, toutes nos unions territoriales de retraités, nos fédérations, nos unions régionales, nos unions confédérales.

Bienvenue à Tours à tous nos invités : aux représentants des organisations syndicales étrangères et aux représentants des organisations syndicales françaises.

Bienvenue à nos partenaires associatifs, aux représentants des organisations de jeunesse, aux journalistes, et à tous les observateurs ici présents.

Bienvenue à ce premier éco-congrès.

Fidèle à sa devise « des choix, des actes », la CFDT a mis en application ses engagements de longue date sur le développement durable. Je tiens à saluer les syndicats dans le lancement de cette dynamique. Vous avez joué le jeu avec l'inscription en ligne, la gestion des amendements, les moyens de transports... Et je compte sur vous tous pour poursuivre notre effort et réussir, à notre niveau, ce pari collectif d'un autre développement pour notre planète. Ce n'est pas là la seule idée nouvelle de ce 47<sup>e</sup> congrès.

Pour la première fois, tous nos débats de cette semaine pourront être suivis en direct sur internet par toutes celles et tous ceux qui le souhaitent. Je suis sûr qu'ils seront nombreux dans la CFDT et au delà à suivre nos travaux.

Mais ce n'est pas tout !

Le Bureau national a désiré partager autrement le regard que nous portons ensemble sur ces quatre années de travail et d'engagement syndical. Au long monologue habituel du Secrétaire général qui ouvre les débats du congrès, le Bureau national a préféré donner la parole à chacun des membres de la Commission exécutive sur ce bilan collectif.

Aussi, j'ai le plaisir de vous annoncer une première, encore une. Nous allons dans quelques instants découvrir la CFDT « Engagée dans une société en mutation ». Un film dans lequel nous avons souhaité que tous et chacun se retrouvent, retrouvent la CFDT en action durant ces quatre années. Une CFDT telle qu'elle est : inventive et audacieuse dans ses propositions, courageuse et lucide sur les défis que doit affronter le syndicalisme.

Mais avant ce retour sur images et pour mieux en saisir le sens et la portée, je veux revenir sur le contexte particulier de notre action durant cette période.

A tous les niveaux : national, européen et international ; sur tous les plans : économique, politique, social, et bien sûr syndical, ce contexte en pleine évolution a été difficile et particulièrement instable.

- Du fait bien sûr de l'accélération des mutations économiques, de la fuite en avant du capitalisme financier livré à lui-même qui a débouché sur une crise colossale et qui continue de détruire massivement des emplois.
- Du fait aussi d'une véritable prise de conscience des enjeux climatiques sur l'avenir de la planète. Prise de conscience rassurante mais qui peine à faire émerger les mesures justes et nécessaires.
- Du fait encore, des égoïsmes nationaux qui pèsent sur l'Europe et l'ont fait trop souvent hésiter à agir et à coordonner son action au risque d'abandonner à leur sort ses membres les plus fragiles.

Le sursaut de solidarité qu'a fini par déclencher la crise grecque est un premier pas nécessaire mais insuffisant, il doit être suivi d'une véritable gouvernance européenne.

Au-delà de ces mutations, notre contexte national a été marqué par l'attente forte manifestée lors de l'élection présidentielle de 2007 à l'égard du politique avec un taux exceptionnel de participation. Mais une attente qui a été vite déçue.

- Déçue par une gouvernance trop concentrée dans les mains d'un seul homme.
- Déçue par une opposition tardant à proposer des perspectives alternatives, parfois tentée de s'en remettre aux organisations syndicales pour combler cette carence.

La volonté effrénée de réformes a été un marqueur politique fort. Le gouvernement a mené celle de l'Etat et de la révision des politiques publiques au pas de charge. Guidé par son obsession comptable, il a conduit ces réformes au détriment de l'efficacité et de la qualité des services rendus au public, au mépris du dialogue social et du bien être de ses propres salariés.

L'application de la nouvelle loi sur le dialogue social à laquelle le gouvernement a dû se conformer ne l'a pas toujours conduit à tenir tous ces engagements vis-à-vis des partenaires sociaux.

De son côté le patronat, après avoir joué le jeu d'une démarche active de négociation, a perdu pied pendant la crise. Empêtré dans ses tensions internes, il est resté un spectateur plaintif et sans vision d'avenir. Mais ce que je retiens de plus alarmant dans cette période est la progression des inégalités et de la pauvreté dans toutes les sphères de la société touchant en particulier les jeunes et un nombre important de femmes. Cette dérive nous interpelle tous et le syndicalisme au premier chef.

Dans ce contexte d'injustice, de destruction massive des emplois, de dégradation préoccupante du travail, les salariés, eux, ont constamment exprimé leur confiance et surtout une attente grandissante à l'égard des syndicats. Ils ont même plébiscité leur unité dans l'action en espérant des résultats tangibles. La CFDT n'a pas cessé de vouloir répondre à cette demande pressante et de redonner aux salariés espoir en l'avenir, en la solidarité et dans l'action collective.

Contre vents et marées, nous avons tenu notre cap, le cap fixé à Grenoble d'une CFDT toute entière engagée dans cette société en profonde mutation. Dans cette période, force de propositions et de débats, la CFDT a été moteur d'évolutions importantes sur les axes de travail que nous nous étions fixés à Grenoble.

Ces lignes directrices ont guidé nos réflexions, nos positions, nos engagements durant ces quatre années. Ce sont ces pages d'histoire commune, denses, vivantes et je l'espère stimulantes que je vous invite maintenant à partager ensemble.

Bon film à toutes et à tous ! Rendez-vous dans quelques minutes. A vous, magnéto !

## **Film puis suite de la présentation**

« Engagés dans une société en mutation » avons-nous proclamé à Grenoble.

- Pour ce qui est des mutations nous avons été servis !
- Pour ce qui est de nos engagements nous n'avons pas failli !

Bien plus qu'une accélération des changements, c'est une crise profonde que traverse notre société et à laquelle nous devons faire face :

- Nouvelle étape de la mondialisation qui peine à trouver les bases d'une gouvernance mondiale capable de réguler l'interdépendance des pays.
- *Défi* des enjeux climatiques qui fait de l'environnement une clé du développement économique.
- Evolution démographique qui nous conduit à repenser nos systèmes de protection sociale.
- Passage en force d'une réforme comptable des politiques publiques faisant fi de ses conséquences sur la cohésion sociale déjà fragilisée par la crise.
- Détérioration de l'emploi et pression sur les organisations du travail qui le vident de son sens et de sa place dans la société.
- Sursaut de solidarité d'une Europe à 27 trop fragile qui attend d'être au bord du précipice pour se contraindre à avancer ensemble.

Quel que soit le champ, l'ampleur, la vitesse de ces transformations, un fil rouge a guidé nos analyses et nos propositions pour agir :

- Où sont les inégalités qu'engendrent ces mutations ? Comment les réduire ?
- Quelles sont les nouvelles solidarités à construire ?
- Quelles sont les voies d'une transition juste, d'un autre mode croissance et de production, d'un nouveau partage des richesses ?

Cette obsession du recul des inégalités, cette volonté d'aller vers plus de justice pour bâtir un monde vivable ne nous a pas lâchés durant cette période difficile. Aussi, sans en ignorer les limites, nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait ensemble pour porter cette ambition. Soyons fiers des résultats concrets, des nouveaux droits obtenus pour les salariés et les chômeurs.

Vous l'avez vu et entendu à l'instant, l'accord sur la modernisation du marché du travail a fait bouger les lignes vers plus de sécurisation pour les travailleurs les plus précaires. Conscients de notre responsabilité vis-à-vis des demandeurs d'emploi, nous avons poussé les feux aussi sur l'assurance chômage.

Seuls, confrontés à l'hostilité de nos partenaires syndicaux, nous avons réussi à élargir le champ des allocations de chômage. Ce sont plus de 165 000 chômeurs supplémentaires qui en ont bénéficié. Personne aujourd'hui ne se risque à nous reprocher cette avancée. Au contraire et comme trop souvent, aussitôt les surenchères et les invectives épuisées, nos engagements deviennent un patrimoine syndical revendiqué par tous.

Il faudrait qu'enfin le syndicalisme français sorte de cette hypocrisie qui trompe les salariés et gaspille notre énergie, qu'il sorte de ces postures qui nous affaiblissent tous et desservent l'intérêt des salariés.

\* \* \*

Face à la crise, nous avons redoublé d'écoute et de détermination pour que les plus touchés ne soient pas abandonnés à leur sort. Tout faire pour maintenir les emplois, « former plutôt que licencier » et préparer le rebond de la sortie de crise a été notre ligne de conduite.

Si nous n'avons pu empêcher toutes les suppressions d'emploi, si nous souhaitons comme d'autres décrocher davantage de moyens. Si nous espérons une plus forte et plus rapide réactivité du gouvernement et du patronat face à l'urgence des situations,

Soyons fiers d'avoir permis, avec d'autres, à des milliers de salariés de pouvoir bénéficier du chômage partiel indemnisé, d'une formation, d'une reconversion, d'une baisse d'impôts pour deux millions de foyers, d'une allocation exceptionnelle pour les chômeurs en fin de droit.

Ces mesures, il a fallu les arracher dans un rapport de force tenace face aux limites et aux contradictions de la politique gouvernementale, face à l'inertie d'un patronat divisé et défaillant durant la crise.

Mais toutes ces mesures difficilement obtenues ne valent pour les salariés que par leur mise en œuvre concrète. C'est vous les militants d'entreprise qui avez été confrontés en première ligne à la brutalité de la crise, aux difficultés, au désespoir des salariés, à leur colère parfois.

C'est vous qui êtes allés soutenir les projets, ferrailer avec les interlocuteurs patronaux pas toujours décidés à assumer leurs responsabilités, convaincre les responsables politiques locaux de l'importance de ces enjeux collectifs dans les bassins d'emploi.

Mais force est d'admettre que trop peu de salariés, trop peu d'entreprises connaissent et utilisent ces dispositifs.

Là où les équipes CFDT existent, elles ont agi. Mais combien de salariés de petites entreprises à la périphérie d'un groupe ou au bout de la chaîne de production ont été, par manque d'information, de relais, d'appui, privés de ces mesures de soutien ?

Certains pourtant aujourd'hui n'hésitent pas à soutenir que la présence syndicale serait inutile dans ces entreprises tant le dialogue avec les salariés y serait, affirment-ils, naturel et constant.

Oui, des organisations patronales osent encore tenir ce discours qui masque mal le déni des réalités et l'archaïsme de leur refus du fait syndical. Pire, elles ont trouvé ces derniers jours un relais dévoué chez des parlementaires. Ce poujadisme honteux qui s'exprime dans les rangs de l'UMP est une insulte à l'intelligence et la démocratie ! Là aussi nous n'acceptons pas que perdurent et s'amplifient les inégalités.

Nous dénonçons cette volonté de diviser le salariat.

Nous continuerons de soutenir notre engagement syndical avec l'Union professionnelle Artisanale sur le droit à la représentation collective pour tous les salariés qu'ils soient des grandes, des moyennes, des petites et des très petites entreprises.

Fiers, nous pouvons l'être aussi d'avoir fait progresser la démocratie sociale. Après le dérapage du CPE, il n'était plus tenable pour le pouvoir politique d'ignorer à ce point le champ de responsabilité des partenaires sociaux. La loi de janvier 2007 est venue confirmer la légitimité du dialogue social. Encore fallait-il que cette loi entre dans les faits. Ce n'était pas acquis.

Rappelons-nous la volonté du candidat à la présidentielle de mettre en place un contrat unique de travail.

Un objectif contrarié par les partenaires sociaux car il a bien fallu que le nouveau président nous laisse la main et nous avons négocié tout autre chose sur la modernisation du marché du travail.

Mais le dialogue social a aussi connu des transgressions. Nous n'avons pas oublié le coup bas porté au temps de travail, au repos dominical. Les salariés non plus n'ont pas oublié. Le discours ardent sur la valeur travail, les promesses du « travailler plus pour gagner plus » sont vite apparus sous leur véritable jour, celui d'une énorme tromperie.

Plus préoccupant encore est le choix dangereux de l'incitation aux heures supplémentaires défiscalisées. En sortie de crise, une telle dérive structurelle de la durée du travail est désastreuse pour l'emploi.

- La mise en place des 35 heures avait réussi à créer des emplois
- Pendant la crise, les RTT ont permis d'en sauver.
- Après la crise, les heures supplémentaires défiscalisées, elles, vont en détruire par milliers et aggraver les conditions de travail et la santé des salariés.

Il est plus que temps que nos dirigeants politiques et patronaux lâchent la corde usée de l'idéologie et du dogmatisme sur le temps de travail, qu'ils regardent les faits et fassent preuve de pragmatisme à défaut de conviction. L'emploi du plus grand nombre de salariés reste pour nous une priorité. Il est l'enjeu majeur pour soutenir une dynamique de croissance, pour répondre au défi des retraites.

Cet enjeu a besoin d'un plan de soutien à l'économie ambitieux, pas d'un plan de rigueur qui risque d'annuler les maigres signes de reprise et surtout d'accroître les inégalités. Oui, il faut maîtriser les dépenses publiques mais pas sans justice fiscale, il n'y aura pas d'efforts partagés sans réforme de la fiscalité, sans suppression du bouclier fiscal

\* \* \*

Quels que soient les accros, la loi de janvier 2007 sur le dialogue social a changé la donne. Pour nous cette responsabilité accrue des partenaires sociaux va nécessairement de pair avec une légitimité renforcée des organisations syndicales.

Cette cohérence nous l'avons portée longtemps seuls, puis avec la CGT, pour enfin déboucher sur une position commune sur la représentativité syndicale. Une évolution que nous avons voulue dans le secteur privé comme dans les fonctions publiques. Des évolutions historiques que le législateur a clairement confirmées.

La guérilla juridique et toutes les attaques menées sous couvert de liberté syndicale ne peuvent ni ébranler le fondement légitime de cette démarche de renforcement de la démocratie sociale ni empêcher le processus engagé de manière irréversible. Il en va pour nous de l'avenir du syndicalisme.

- Qui peut valablement oser contester aux salariés le pouvoir et le droit de choisir celles et ceux qui les représentent et s'engagent en leur nom ?
- Quelle organisation syndicale peut-elle craindre à ce point les salariés pour vouloir se soustraire à leur vote ?

Oui, ce défi démocratique est ambitieux, il n'en est que plus stimulant. Oui, ce challenge nous met comme les autres au pied du mur. Il nous force à bouger, à nous interroger, à accroître la transparence de nos débats, à parfaire notre fonctionnement démocratique, à évoluer dans nos pratiques syndicales. Mais la remise en question, la volonté de progresser, le souci de l'efficacité au service des salariés ne sont-ils pas dans les gênes de la CFDT ?

Après la déception des prud'hommes, la teneur encourageante des derniers résultats d'élections professionnelles est une bonne nouvelle et l'optimisme doit nous guider. Cette ambition de contribuer à la progression de la démocratie sociale va d'ailleurs au delà de nos frontières nationales, nous voulons qu'elle trouve aussi ses marques en Europe et au niveau mondial.

Des pas concrets ont été faits dans la signature de plusieurs accords européens sur le stress au travail, sur le harcèlement et la violence au travail. Par ailleurs, la Confédération européenne des syndicats a su peser pour une réforme des comités d'entreprise européens.

De même, elle a été très active dans l'engagement sur le paquet climat énergie. Elle s'est également investie cette année dans la campagne européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Au niveau mondial, la création en 2006 de la Confédération syndicale internationale a permis de faire entrer la dimension sociale au G20 en imposant la présence de l'Organisation internationale du travail dans plusieurs de ses travaux.

Mais dans cette période de trouble et d'instabilité économique, de danger jamais écarté pour la démocratie, le syndicalisme doit mieux assumer sa propre responsabilité.

On trouve partout dans le monde des syndicats prêts à défendre les intérêts nationaux au point d'alimenter la tentation du repli. Cela n'épargne pas l'Europe où émerge la montée des nationalismes. Il nous faut avoir le courage de dire ce que nous voulons pour chaque travailleur européen. Aucun pays d'Europe ne peut avoir raison tout seul. C'est à 27 que nous pourrons gagner le défi de la mondialisation !

\* \* \*

Au terme de ce mandat, nous pouvons être fiers d'avoir renforcé la CFDT. La CFDT est aujourd'hui plus forte qu'il y a quatre ans. A l'aise sur nos positions, offensifs dans nos propositions, déterminés dans nos actions, nous avons fait la preuve sur bien des sujets et dans nombre d'entreprises et d'administrations de l'efficacité de la CFDT.

Ouverte aux autres comme nous en prenons l'engagement à Grenoble, la CFDT est un élément moteur de la dynamique intersyndicale sans faux semblants, sans renoncement à ses analyses et ses positions.

Cette dynamique est porteuse d'une conception plus responsable du syndicalisme telle que la veulent les salariés. Elle est aussi facteur d'un nouveau rapport de force avec tous nos interlocuteurs. Elle est enfin un vecteur de notre propre renforcement.

Alors, même si certains voudraient nous faire porter la responsabilité d'une désunion, aussi longtemps que l'unité syndicale servira les intérêts des salariés et aussi souvent cela sera possible, sans nous renier, en restant nous-mêmes, nous contribuerons à maintenir l'unité syndicale. Et vous nous direz si vous soutenez cette démarche ou si nous devons l'infléchir.

\* \* \*

La crise a détruit des centaines de milliers d'emplois sans épargner les militants syndicaux. Mais la mobilisation des équipes CFDT a aussi réussi des prouesses pour sauver des emplois, empêcher des collègues de sombrer, aider certains à rebondir.

Ce combat redoutable, épuisant parfois décourageant que des milliers de militantes et militants livrent quotidiennement, ils n'en voient pas le bout et pourtant ils ne baissent pas les

bras. Je pense ici à tous celles et ceux que nous avons pu rencontrer, avec qui nous avons pu échanger directement sur les obstacles à surmonter, sur les espoirs d'y arriver sans relâche.

Je pense à tous les militants des fonctions publiques qui s'efforcent face aux dégâts de la RGPP de répondre au mieux aux attentes de leurs concitoyens malgré le sentiment frustrant de mal faire leur travail.

Je pense aussi à tous les autres militants moins connus qui agissent jour après jour dans leur entreprise, leur administration tout aussi déterminés, tout aussi combatifs. Nous voulons leur dire à toutes et à tous notre immense respect devant leur travail, leur dévouement, leur pugnacité. Merci à vous qui dans l'ombre, loin des caméras, sans coup d'éclat, faites vivre avec conviction et efficacité les valeurs de la CFDT. Et ce n'est pas un hasard si des salariés par milliers font le choix dans cette période de nous rejoindre.

Nous sommes fiers de vous annoncer que nous avons accueilli plus de 77 000 nouveaux adhérents en 2009, soit une progression de 2,27% de nos cotisations. Notre développement est pour la troisième année consécutive en hausse.

Bravo à toutes les équipes syndicales que vous représentez ici. Notre résultat, c'est le vôtre !

\* \* \*

Aujourd'hui à Tours, c'est une CFDT forte qui est rassemblée :

- Forte de sa cohésion interne, attentive à toutes ses composantes professionnelles du privé comme du public.
- Cohérente dans ses choix et la défense de ses valeurs de justice, de démocratie, de solidarité.
- Offensive dans son action et dans ses engagements au service des salariés et des retraités.
- Lucide et capable de s'interroger sur l'avenir du syndicalisme, sur son avenir.

Une CFDT qui a la chance de débattre pour encore se renforcer, la chance de décider démocratiquement de ses orientations sur des sujets fondamentaux pour l'avenir de notre société.

Notre congrès est attendu, très attendu nous le savons. Nous en sommes fiers mais nous mesurons aussi notre responsabilité.

Ce que pense la CFDT intéresse. Nous allons débattre avec la liberté qui caractérise nos échanges. Nous allons décider ensemble de ce que nous voulons pour les salariés et en particulier sur la réforme des retraites.

Le gouvernement a décidé de tirer les premières salves. En attaquant les 60 ans, il veut prouver qu'il est capable de faire tomber un symbole. Il se moque des inégalités, il ne les regarde pas, les voit-il seulement ?

Il fait le choix de mener cette réforme, que chacun sait indispensable, sur des bases injustes, inacceptables qui frapperont les plus modestes déjà lourdement touchés par la crise. Nous n'acceptons pas la remise en cause des 60 ans !

- Où est la valeur travail quand on fait peser les efforts toujours sur les mêmes ?
- Où est l'ambition de redonner confiance dans notre système par répartition quand on accroît sciemment les inégalités entre les salariés ?

- Où est le respect de la parole politique quand ceux qui veulent être jugés sur leurs actes font si peu cas de leurs promesses de campagne électorale ?

Cette vision du travail, cette vision de la justice, de la démocratie n'est pas la nôtre. Dans l'épreuve de force engagée par le gouvernement, les salariés et la CFDT n'ont pas dit leur dernier mot. Les retraites c'est un sujet au combien cher à la CFDT. Il donne un goût si particulier à nos échanges, que l'on ne retrouve pas ailleurs. Le goût de la franchise, de l'honnêteté, le goût du courage.

Sachons faire en sorte que nos décisions pèsent, qu'elles conduisent à réduire les inégalités, qu'elles poussent à plus de justice et de solidarité sans lesquelles notre cohésion sociale court un grave danger.

Alors, ne laissons pas le champ libre au gouvernement.

Ces quatre années que nous venons de partager ont été fortes aussi d'interrogations sur nous-mêmes et d'ambitions nouvelles :

- interrogation sur notre capacité de nous renouveler,
- volonté d'être davantage en phase avec les besoins et les attentes des salariés,
- nécessité d'être plus réactifs face aux nouveaux modes d'organisation des entreprises, des administrations et du travail,
- exigence d'une plus grande efficacité dans notre fonctionnement et notre action.

Nous le savons, le syndicalisme est à un tournant, la CFDT l'aborde les yeux grands ouverts, décidée à « oser le changement ». Ce défi collectif, c'est ensemble que nous allons le relever.

Alors, le moment est venu de vous exprimer sur vos réalités, sur vos difficultés dans cette période exceptionnelle, mais aussi que vous nous fassiez partager vos combats et vos réussites...

A vous maintenant la parole ! Merci.